

Développements macroéconomiques récents

La croissance du PIB, estimée à 5,0 % en 2021, en hausse par rapport à celle de 0,4 % de 2020, est soutenue du côté de l'offre, par une reprise des services, et du côté de la demande par une consommation des ménages et des exportations de matières premières en progression. Le faible taux d'inflation alimentaire qui représente 47,7 % de l'ensemble de l'inflation explique le ralentissement de celle-ci de 9,9 % en 2020 à 10,0 % en 2021. Le déficit budgétaire diminue à 12,1 % du PIB en 2021 alors qu'il était à 15,2 % en 2020 grâce à l'augmentation de la perception des recettes. Le pays reste exposé à un risque élevé de surendettement avec un ratio dette/PIB de 77,5 % en septembre 2021, contre 76,1 % en décembre 2020.

Selon les estimations, le déficit du compte courant se réduit à 2,1 % du PIB en 2021 contre 3,1 % du PIB en 2020, grâce à l'excédent commercial de marchandises. Les réserves en devises connaissent une augmentation en 2021 avec 9,7 milliards USD en décembre 2021 (4 mois de couverture des importations) par rapport aux 8,6 milliards USD en décembre 2020. La dépréciation du cédit ghanéen par rapport au dollar s'est accentuée en 2021, avec une baisse de 4,1 % contre 3,9 % en 2020, en raison de l'inadéquation entre offre et demande en devises étrangères. En 2021, le secteur bancaire reste solide, avec un taux d'adéquation des fonds propres de 20,8 % à fin juin, soit presque deux fois le minimum réglementaire de 11,5 %. Le taux de pauvreté a baissé de 12 % en 2020 à 11 % en 2021, avec une croissance du PIB par habitant de 2,3 %, faisant suite à une contraction de 1,7 % en 2020. Cependant, le chômage a baissé de 2,3 points de pourcentage entre 2015 et 2020 pour augmenter et atteindre 13,4 % en 2021. Le pays a engagé l'allocation de DTS de 1 milliard USD pour financer le déficit budgétaire de 2022.

Perspectives et risques

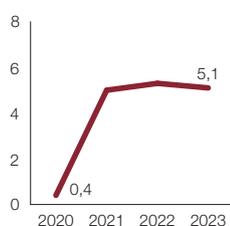
Les perspectives de croissance du PIB restent positives puisqu'elle devrait atteindre 5,3 % en 2022 et 5,1 % en 2023, soutenue par le Programme de soutien à la réduction des impacts de la pandémie de COVID-19 et à la revitalisation des

entreprises du Ghana. Des pressions inflationnistes potentielles existent en raison de l'impact de la crise Ukraine-Russie sur la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. L'inflation devrait grimper à 15 % en 2022 avant de retomber à 9,1 % en 2023. La Banque du Ghana devrait adopter une politique monétaire rigoureuse. Le déficit budgétaire devrait continuer à se réduire pour atteindre 12,8 % et 10,3 % du PIB en 2022 et 2023, et à accroître les recettes sous l'effet des réformes. Le déficit du compte courant devrait se réduire à 1,6 % et 3,3 % du PIB en 2022 et 2023, grâce à l'augmentation des exportations.

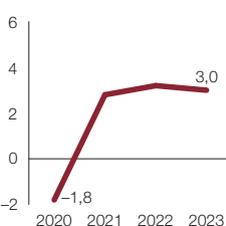
Changement climatique et options de politiques publiques

Le changement climatique, par les précipitations irrégulières, les températures en hausse, les sécheresses, les inondations, la montée du niveau de la mer, et les raz-de-marée, représente une menace importante pour l'agriculture et le secteur de l'énergie, et constitue une cause de migration. Le secteur agricole comme celui de l'énergie (étant donné sa dépendance importante vis-à-vis de l'hydroélectricité) dépendent fortement des pluies et sont donc très sensibles aux variations dans les précipitations. Les conditions de sécheresse dans la zone écologique de savane du nord du pays ont engendré des migrations vers le sud. Le Ghana occupe la 42^e place du classement de l'IRC 2021. Lors de la COP26, le Ghana a lancé sa CDN actualisée. Le pays est membre du groupe des ministres des Finances des 20 pays les plus vulnérables face au changement climatique qui s'engagent à soutenir la tarification du carbone ; il est également membre de la coalition des ministres des Finances pour l'action climatique qui vise à faciliter l'engagement pour accélérer la résilience face au changement climatique. Le gouvernement nécessite 9,3 milliards USD pour financer sa CDN actualisée pour 2021–30. Conscient de son espace budgétaire limité, il explore des options de financement climatique plus basées sur les résultats, notamment les marchés du carbone, les obligations à impact climatique, ainsi que l'appui de la participation privée. Le Ghana progresse dans la réalisation de l'ODD 13 relatif à l'action climatique d'ici 2030.

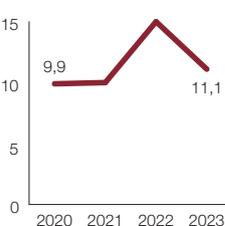
Taux de croissance du PIB réel (%)



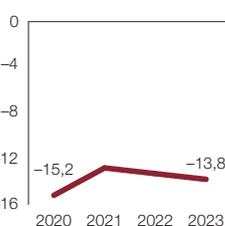
Taux de croissance du PIB réel par habitant (%)



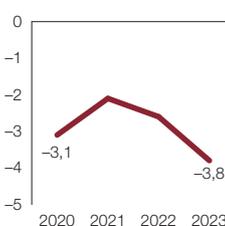
Inflation de l'IPC (%)



Solde budgétaire (% du PIB)



Compte courant (% du PIB)



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.